

213

C^{ie} PARISIENNE d'ENTREPRISES

6ème Arrondissement V.B.

MONTLUCON-BAU

Embranchement Compagnie
Parisienne d'Entreprise

V.

213

Montlucan, le 21 novembre 1953.

Le Chef du 6^e Arrondissement VB
à MONTLUCON

à Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.

En application de la note Comptabilité n° 3224 du 8 mai 1947,
je vous adresse ci-joint 3 exemplaires de l'Avenant N° 1 au traité
type C.C.E. en date du 1er mai 1949 passé avec la Compagnie Parisienne
d'Entreprise pour régler les conditions d'exploitation de l'embran-
chement particulier qui lui a été concédé en gare de MONTLUCON-BAU
de la ligne de BOURGES à MONTLUCON.

LE CHEF DU 6^e ARRONDISSEMENT V.B.,
Signé: RÉMONDET

COPIE à 2ème Section (2 ex) avec 2 ex. de l'Avenant n° 1.

COPIE à C avec 1 ex de l'Avenant n° 1.

Le Chef du 6^e Arr. V.B.
Signé: RÉMONDET

213

R.R.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région du Sud - Ouest

Ligne de BOURGES à MONTLUÇON
(P.K. 323 + 940)

Gare de MONTLUÇON-EAU

Embranchement particulier du chantier de matériaux de
construction et de matériel d'entreprise de la Société
" Compagnie Parisienne d'Entreprises "

AVENANT n° 1 au TRAITE du 1^{er} MAI 1949

ENTRE :

La Société Nationale des Chemins de fer français (S.N.C.F.) dont le
siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GIRETTE, Direc-
teur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. ARMAND, Direc-
teur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises" dont le siège est à
NEUILLY-sur-SEINE, 51, Boulevard Bineau, représentée par M. François DUMONT,
Président Directeur Général de la dite Société,

d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Par traité en date du premier mai mil neuf cent quarante neuf, la
Société Nationale des Chemins de fer Français (S.N.C.F.) a réglé, avec la
Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises", les conditions d'entretien,
d'exploitation et de modification éventuelle d'un embranchement particulier
situé dans la gare de MONTLUÇON-EAU et desservant un chantier de matériaux
de construction et de matériel d'entreprise.

La S.N.C.F. ayant modifié les charges de cet embranchement, les par-
ties contractantes se sont mises d'accord pour annuler les dispositions de
l'article 4 du traité sus-rappelé et les remplacer par les suivantes :

" ARTICLE 4 (Nouveau) - (Application de l'Article 9 du C.C.E.)

" { Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses d'entretien
" { et de renouvellement des installations de la 1^{re} partie :
" § II A. { Quinze mille cent quarante francs - - - - - 15.140 frs
" { Il est précisé que l'embranché reste propriétaire des dites
" { installations.

.....

"	{Taux de base du calcul des prestations :	
"	{(dessertes autres que les dessertes régulières)	
" § III	{Prix de l'heure d'une machine de manœuvres :	
"	{ 2 agents Traction	2.851 frs
"	{ 1 agent Traction	2.566 frs
"	{Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation	285 frs

Il n'est rien changé aux autres stipulations du traité du 1^{er} Mai 1949.

Fait double, à PARIS, le Quinze Novembre mil neuf cent cinquante trois.

P. le Directeur de la Région du Sud-Ouest
et par délégation
Le Chef du 6^e Arrondissement Exploitation

Lu et approuvé,

" DUMONT "

R.R.
S.N.C.F.
Région du Sud - Ouest
Voie et Bâtiments
Comptabilité

PARIS, le 18 Juillet 1949

N.R. D.52
C.52

Monsieur le Chef du 6^e Arrondissement V.B.
à MONTLUCON

Ci-joint 4 exemplaires du traité en date du 1^{er} Mai 1949 passé avec la Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises" pour régler les nouvelles conditions d'exploitation de l'embranchement particulier dont cette Société est concessionnaire à la gare de MONTLUCON-EAU.

Ce traité remplace, à compter du 1^{er} Mai 1949, celui du 1^{er} Février 1930. Ainsi que vous le remarquerez (Article 4) l'embranché reste propriétaire des installations de la 1^{re} partie.

Le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité V.B.
"NERISSON"

COPIE à Monsieur le Chef de la 2^e Section - à C.

Avec ci-joint { 2 ex. du traité en date du 1^{er} Mai 1949.
1 ex.

22 Juillet 1949

Le Chef des Etudes,

Ch. Sur

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU SUD-OUEST

**Ligne de Bourges à Montluçon
Gare de Montluçon-Eau**

Embranchement particulier du chantier de matériaux
de construction et de matériel d'entreprise de la
Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises".

TRAITE

Entre :

La Société Nationale des Chemins de fer français
(S.N.C.F.) dont le siège est à Paris, 88, rue Saint-
Lazare, représentée par M. CARDON, Directeur de la
Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de
M. LEMAIRE, Directeur Général de la dite Société,

d'une part;

Et la Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises"
dont le siège est à Neuilly-sur-Seine, 51, boulevard
Bineau, représentée par M. DEMONT, François, Président
Directeur Général de la dite Société,

d'autre part;

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

La Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises" possède sur le
territoire de la commune de Montluçon (Allier) un chantier de maté-
riels de construction et de matériel d'entreprise qu'elle désire main-
tenir en communication avec la voie de fer au moyen d'un embranchement
particulier déjà établi.

La Société Nationale des Chemins de fer français y consent, et
les parties sont d'accord pour que l'entretien, l'exploitation et la
modification éventuelle du dit embranchement soient liés aux conditions
établies dans le "Cahier des Conditions d'Établissement, d'Entretien
et d'Exploitation des Embranchements Particuliers" (C.C.E.), édition
du 4 octobre 1946, enregistré à la même date à Paris, 1er S.S.P.n° 305
dont la Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises" reconnaît avoir
reçu un exemplaire, conditions qui sont complétées ou modifiées comme
il est dit ci-après et auxquelles la dite Société déclare, par les
présentes, se soumettre sans restriction, ni réserve.

ARTICLE 1er - (application de l'article 1er du C.C.E.).

L'embranchement est établi conformément au plan annexé au présent
traité.

ARTICLE 2 - (application de l'article 4 du C.C.E.).

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'embranchement qu'une fois
par jour.

Les wagons seront livrés sur l'une des voies de dédoublement de l'embranchement désignées par les lettres A et B et repris sur l'autre voie (voir plan).

Les dessertes régulières effectuées dans ces conditions ne donneront pas lieu à redevances.

ARTICLE 3 - (application de l'article 8 du C.C.E.).

Les transports en provenance ou à destination de l'embranchement seront taxés conformément aux dispositions des tarifs en vigueur applicables aux embranchements aboutissant à une gare.

ARTICLE 4 - (application de l'article 9 du C.C.E.).

§ II A - Redevance forfaitaire annuelle concernant les dépenses d'entretien et de renouvellement des installations de la première partie : DIX HUIT MILLE DEUX CENT SOIXANTE FRANCS..... 18.260 frs.

Il est précisé que l'embranché reste propriétaire des dites installations.

(Taux de base du calcul des prestations :

(Prix de l'heure d'une machine de manœuvres

§ III {	avec	(2 agents Traction	1.964 frs
		(1 agent Traction	1.767 frs
		(Prix de l'heure d'un agent de l'Exploitation	196 frs

ARTICLE 5 - Pour l'exécution des présentes, les parties font éléction de domicile, savoir :

- la Société Nationale des Chemins de fer français, à son siège social, 88, rue Saint-Lazare, à Paris,

- et la Société "Compagnie Parisienne d'Entreprises", 51, boulevard Bineau, à Neuilly-sur-Seine (Seine),

auxquels lieux tous actes seront bien et valablement signifiés.

Fait double à Paris, le **1. MAI 1949** mil neuf cent quarante-neuf.

F. Le Directeur
de la Région du Sud-Ouest
et par Délégation,
Le Chef du Service de l'Exploitation;

Signé: GIRETTE

Lu et Approuvé
Signé: F. Dumont